



Paris le 30 octobre 2023

Communiqué de presse

IVG dans la Constitution : Quelle politique pour permettre aux Français d'accueillir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent ?

Le président de la République vient d'annoncer la présentation d'un projet de loi constitutionnelle d'ici la fin de l'année afin d'inscrire « la liberté des femmes de recourir à l'IVG » dans notre constitution.

Or, la possibilité de recourir à l'IVG n'est en rien menacée en France alors même que les IVG sont en hausse avec 17 000 avortements supplémentaires en 2022 par rapport à 2021. Avec 234 300 IVG, la France atteint ainsi le nombre le plus élevé depuis 1990. Si une grossesse sur cinq s'achevait par une IVG en 1990, c'est désormais une sur quatre, témoignant d'un véritable effacement du respect dû à toute vie, en particulier les plus fragiles et dépendantes.

La natalité française, elle, ne cesse de baisser à tel point que nous pourrions atteindre d'ici peu un solde naturel négatif (plus de décès que de naissances), nous faisant entrer dans une récession démographique. Si les Français souhaitent accueillir 2,39 enfants, ils en accueillent en fait de moins en moins. 1,8 enfant par femme sont venus au monde en 2022, mais sans doute moins de 1,7 enfant en 2023 alors que nous allons perdre plus de 50 000 naissances d'une année à l'autre.

Les Français n'ont simplement plus les moyens financiers d'accueillir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent alors que le pouvoir d'achat des familles n'a cessé d'être rogné depuis 30 ans.

Ils n'ont plus la possibilité de s'occuper de leurs bébés et jeunes enfants pendant la ou les premières années : le recours au congé parental a diminué de moitié entre 2013 et 2020 alors que l'accès aux modes de garde devenait extrêmement difficile.

Plutôt que de renforcer sans cesse la possibilité de recourir à l'IVG qui n'est en aucune manière fragilisée, pourrions-nous nous préoccuper des vrais problèmes de notre pays : La politique familiale, pour pouvoir accueillir effectivement les enfants, mais aussi la santé publique, alors que la crise de l'hôpital est devenue chronique, que les déserts médicaux s'étendent, que la mortalité infantile augmente et que la santé mentale des jeunes continue de se dégrader dans l'indifférence générale ?